



PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études Prospective Évaluation

**DECISION préfectorale n°A082132P0616**  
**Portant décision d'examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Rhône-Alpes,  
Préfet du Rhône,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE, du Parlement européen et du Conseil, du 13 décembre 2011, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Vu le décret n° 2013-1030 du 14 novembre 2013, relatif aux études d'impact des projets de défrichement, modifiant le tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté n°13-195 du préfet de région Rhône-Alpes du 11 septembre 2013 portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Madame Françoise NOARS, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté 2013184-0002 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes du 27 septembre 2013 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au projet de défrichement de 3135 m<sup>2</sup> en vue de la création de deux lots à construire sur les parcelles section AS n°1307, 1308, 1309 et 1310 au lieu-dit « Plaine de Chambard » sur la commune de Saint Peray (07), transmise par Monsieur Guerrier, reçue et considérée complète le 29 octobre 2013 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé, délégation de l'Ardèche en date du 5 novembre 2013 ;

Vu les éléments d'information transmis par la direction départementale des territoires de l'Ardèche en date du 4 novembre 2013 ;

**Considérant**

que le projet consiste au défrichement d'une surface limitée de 3135 m<sup>2</sup> d'un peuplement de Pins en vue de la création de deux lots à bâtir ;

que, le projet se situe en dehors de toutes zones de protection réglementaire et d'inventaires référencés ;

que le projet est en zone UEG du Plan Local d'Urbanisme modifié le 26 juin 2011, zone résidentielle de faible densité, située en coteaux, où la forme urbaine est aérée et le végétal doit rester dominant et où l'assainissement est assuré de manière non collective ;

qu'en l'état du terrain, de sa localisation et des informations disponibles le projet n'est pas de nature à induire des impacts notables sur l'environnement ;

**Considérant** que le décret du 14 novembre 2014 exempte d'étude d'impact les défrichements de moins de 0,5 ha ;

## **DECIDE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de « défrichement de 3135 m<sup>2</sup> sur les parcelles AS 1307, 1308, 1309 et 1310 au lieu-dit « la plaine Planchard » sur la commune de Saint Peray (07) n'est pas soumis à étude d'impact.

### **Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 (IV) du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3**

En application de l'article R. 122-3 (IV) précité, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Lyon, le 25 novembre 2013

Pour le préfet de région, par délégation

Pour la directrice de la DREAL  
et par délégation  
La responsable de l'unité  
Évaluation Environnementale

**Nicole CARRIÉ**

#### *voies de recours*

##### **1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact**

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

##### **2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact**

**Recours gracieux :**

Monsieur le préfet de région Rhône-Alpes

Adresse postale : DREAL Rhône-Alpes, CEPE / Unité EE, 69 453 Lyon cedex 06

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

92055 Paris-La-Défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**

Tribunal administratif de Lyon, Palais des Juridictions administratives 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03

(Formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).